



Morsi et l'armée débattent de l'imposition de la loi martiale face à la vague de grèves qui secoue l'Égypte

Par [Thomas Gaist](#) et [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 30 mars 2013

WSWS.org

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

En prévision d'une possible grève du pain, et avec la multiplication des luttes ouvrières dans tout le pays, le président Mohamed Morsi est en négociations avec l'armée pour imposer la loi martiale.

Les boulangers menacent de faire grève, pour protester contre la décision du gouvernement de retenir 400 millions de livres égyptiennes (46 millions d'euros) de paiements du gouvernement aux boulangeries qui préparent le pain à bas prix pour les pauvres. Ces miches sont vendues 5 piastres, soit moins d'un centime d'euro.

Les boulangers espèrent rencontrer cette semaine le Premier ministre Hesham Qandil du parti des Frères musulmans au pouvoir pour discuter des conditions. La semaine dernière, le gouvernement Morsi a menacé les boulangers d'actions en justice s'ils faisaient grève.

De nombreux travailleurs des transports ont également fait grève au cours de la semaine passée, les conducteurs de bus de Mahalla, du Caire, de Guizèh et d'autres villes manifestant contre la pénurie de carburant et l'augmentation des prix.

Morsi compte supprimer les subventions, principalement aux carburants et à la nourriture, qui représentent à peu près 25 pour cent du budget égyptien. Le Fonds monétaire international (FMI) exige des coupes profondes dans ces subventions, dont la classe ouvrière égyptienne dépend, comme préalable à un prêt de 4,8 milliards de dollars au gouvernement de Morsi. Le ministre des Affaires étrangères américain John Kerry s'est rendu au Caire le mois dernier, pressant l'Égypte d'accepter le prêt du FMI.

Sur la place Tahrir, les banderoles contre la visite de Kerry disaient, « Kerry, membre des Frères, » ou « Kerry, vous n'êtes pas le bienvenu ici. »

Les grèves et les manifestations se sont répandues dans toute l'Égypte. Au cours de la semaine dernière, quelque 1300 usines ont fermé suite aux grèves dans le centre industriel du Delta du Nil à Mahalla qui protestent contre le gouvernement islamiste, d'après le quotidien de l'Etat *Al Ahram*.

Des élèves du secondaires et des étudiants ont également manifesté, demandant la fin du régime et des Frères musulmans.

Hier, les étudiants se sont heurtés aux forces de l'ordre à l'université internationale de Misr

(MIU) au Caire. Ils ont été rejoints par des étudiants de l'université allemande du Caire, de l'université américaine, de l'université britannique d'Égypte, et par des membres des Ultras White Knights, une association de supporters du club de football Al Ahly du Caire.

Les manifestations contre les Frères se sont répandues en Égypte après le déclenchement d'émeutes à Port Saïd le 26 janvier, contre les peines de mort prononcées à l'encontre des supporters du club de Port Saïd accusés d'avoir participé à des émeutes meurtrières en février 2012 contre les supporters d'Al Ahly, émeutes en fait organisées par la police. (lire : [Émeutes mortelles en Égypte après le verdict du tribunal de Port Saïd](#)).

En février, les manifestations se sont étendues à toute la région du canal de Suez, y compris Suez et Ismaïlia, et se sont amplifiées après le jugement du 9 mars qui acquittait sept officiers de police impliqués dans les émeutes.

Cette décision a également divisé la police, une partie de la police égyptienne et des Forces de la sécurité centrale [une unité paramilitaire, ndt] refusant les ordres de s'attaquer aux manifestants, ce qui a augmenté les craintes de la classe dirigeante. Au début du mois, les tribunaux du Caire ont suspendu les élections qui étaient prévues pour le 22 avril.

Cela a en particulier été demandé par les partis bourgeois « de gauche », qui sont terrifiés par le regain d'activité de la classe ouvrière. L'ex-diplomate à l'ONU Mohamed ElBaradei du Front national du Salut (FNS) a soutenu l'annulation des élections, et prévenu que des élections mettraient Égypte sur une « route menant au chaos total et à l'instabilité. »

Dimanche, Morsi a annoncé qu'il envisageait d'« imposer des mesures exceptionnelles pour restaurer l'ordre à l'intérieur du pays, » et a dit qu'il avait « peur » de devoir le faire.

D'après *Al Ahram*, Morsi a rencontré à huis clos pendant une heure le ministre de la Défense Abdel-Fattah El-Sisi. Morsi lui aurait demandé s'il approuverait l'imposition de mesures exceptionnelles. Apparemment, El-Sisi a refusé de donner son approbation à Morsi.

El-Sisi a ensuite déclaré que « les défis économiques, sociaux et de sécurité auxquels est confrontée l'Égypte requièrent que toutes les forces de la société s'unissent et oeuvrent ensemble pour dépasser la crise actuelle. »

Les partis capitalistes essayent désespérément de remettre sur pied un appareil répressif fonctionnel contre la classe ouvrière. Les groupes d'extrême-droite affiliés aux Frères ont proposé des plans pour des escouades paramilitaires ou « milices de sécurité » qui défendraient le régime. »

Saber Abul Fotouh, qui préside la commission sur le travail au Parti de la liberté et de la justice (PLJ), bras politique des Frères musulmans, a affirmé la nécessité de développer « des méthodes alternatives de maintien de la sécurité dans le pays à la lumière d'une récente vague de grèves de la police. » Le terme de « méthodes alternatives » fait clairement référence à la mobilisation de groupes d'extrême-droite en vue d'attaques violentes contre la classe ouvrière égyptienne.

Certains membres des Frères seraient en train de former des milices dans les zones plus rurales, comme les provinces du Sud en haute Égypte.

Le FNS et d'autres partis pro-capitalistes de l'opposition ont pendant ce temps évoqué la possibilité d'un gouvernement de coalition rassemblant les partis laïcs, avec un rôle accru

de l'armée, pour remplacer les Frères.

La répression menée par les Frères intervient dans un contexte où l'impérialisme américain cherche des forces moins liées à la religion pour mener sa guerre par procuration contre le président syrien Bashar el-Assad, en particulier, et plus largement dans toute la région.

Craignant de perdre du terrain face à des rivaux au sein du monde politique égyptien, les Frères menacent de couper les sources de financement des partis « de gauche » bourgeois et de poursuivre par une répression contre eux.

Le PLJ voudrait faire passer des lois strictes contre les Organisations non-gouvernementales (ONGs) financées depuis l'étranger qui opèrent en Égypte. Washington travaille étroitement avec les ONGs, établissant des liens avec les groupes petit-bourgeois et les syndicats, pour faire cesser les luttes ouvrières et promouvoir les intérêts impérialistes américains.

Le régime a également publié des mises en accusation contre cinq bloggeurs activistes et 169 autres personnes, dont des dirigeants de partis, des présumés « voyous » et des personnalités politiques. Parmi celles-ci on trouve, le dirigeant du Parti Social démocrate égyptien Mohamed Abul-Ghar, Mahmoud El-Alaily du Parti des Égyptiens libres, et l'ex-membre de la Coalition des jeunes révolutionnaires, Khaled Telima. Ceux qui ont été convoqués pour interrogatoire sont accusés d'avoir incité à participer aux manifestations du 22 mars contre les Frères.

« Si les enquêtes prouvent que certaines personnalités politiques sont impliquées, les mesures nécessaires seront prises contre eux, quel que soit leur statut, » a dit Morsi sur son compte Twitter dimanche, et il l'a répété à la télévision publique.

Il a ajouté, « Je suis un président après une révolution, ce qui signifie que l'on peut en sacrifier quelques-uns pour que le pays puisse avancer. Ce n'est absolument pas un problème. »

En même temps, des sections de l'armée envisagent apparemment la possibilité de faire tomber Morsi et d'installer les partis bourgeois et la pseudo-gauche au pouvoir, calculant que ces forces sont mieux à même de contrôler la situation que les Frères.

Le Général Mohamed Ali Bilal a critiqué « l'inefficacité patente du gouvernement actuel, » Attaquant les Frères pour leur recours à des « méthodes similaires à celles qu'adoptait l'ancien régime » d'Hosni Moubarak, que la classe ouvrière a fait tomber par les manifestations massives de février 2011.

Thomas Gaist et Alex Lanthier

Article original, [WSWS](#), publié le 27 mars 2013

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Thomas Gaist](#) et [Alex Lantier](#), [wsws.org](#), 2013

Articles Par : **Thomas Gaist**
et **Alex Lantier**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca